

Mobiliser des ressources techniques et sociales pour s'installer : stratégies des jeunes ruraux au Maroc

Zhour Bouzidi^{1,2}
Marcel Kuper^{3,4}
Nicolas Faysse^{3,5}
Jean-Paul Billaud²

¹ Université Moulay Ismail de Meknès
BP 11201 Zitoune Meknès
Maroc
<zhour_bouzidi@yahoo.fr>

² LADYSS
Université Paris Ouest-Nanterre La Défense
200, avenue de la République
92001 Nanterre cedex
France
<billaud@u-paris10.fr>

³ CIRAD/ Umr G-Eau
73, rue Jean-François Breton
34398 Montpellier cedex 5
France
<kuper@cirad.fr>
<nicolas.faysse@cirad.fr>

⁴ IAV Hassan II de Rabat
Madinat Al Irfane
Rabat
Morocco

⁵ Asian Institute of Technology
58 Moo 9
Paholyothin Highway Klong Luang
Pathumthani 12120
Thailand

Résumé

Pour s'installer, les jeunes ruraux font face à de nombreuses contraintes, comme le manque d'accès aux ressources productives. Cela se répercute sur leur implication dans les dynamiques agricoles et rurales. Cet article analyse les stratégies déployées par les jeunes ruraux du Maroc pour contourner ces contraintes. Nous avons identifié trois principales stratégies : i) introduire des innovations techniques ; ii) concevoir un projet agricole en mobilisant un financement public ; et iii) se positionner comme leader de développement rural. Ces stratégies s'appuient sur la mobilisation de ressources multiples. Elles permettent aux jeunes non seulement de s'adapter mais aussi de s'affirmer socialement, d'acquiescer leur autonomie et de construire de nouvelles sources de légitimité. Un soutien à ces jeunes pourrait porter sur l'accès à certaines ressources (terre, eau, crédit) et sur l'accompagnement de leurs stratégies (notamment par la formation).

Mots clés : installation ; jeunes ruraux ; Maroc ; ressources ; stratégies.

Thèmes : économie et développement rural ; territoire, foncier, politique agricole et alimentaire.

Abstract

Mobilizing technical and social resources to set up in rural areas: strategies of rural youth in Morocco

Rural youth face many constraints, including lack of access to productive resources. This has a negative impact on their involvement in farming and rural development. This article analyzes the strategies developed by rural youth in Morocco to deal with these constraints. We identified three main strategies: i) introducing technical innovation; ii) developing projects with public funding; and iii) becoming a leader in rural development. These strategies allow young people not only to adapt but also to assert their role in society, improve their autonomy, and gradually develop new sources of recognition. Implementing these strategies requires the mobilization of a number of resources. Encouragement for rural young people may thus involve the recognizing their role in agricultural and rural development by helping them to access resources (land, water, and financing) and supporting their strategies (e.g. by training).

Key words: Morocco; resources; rural youth; strategies.

Subjects: economy and rural development; territory, land use, agricultural and food production policy.

L'implication des jeunes dans les dynamiques rurales et agricoles représente un enjeu majeur dans de nombreux pays en développement

exposés à l'exode rural et à l'urbanisation (Bezu et Holden, 2014). L'enjeu est d'autant plus important quand la population rurale est jeune et l'activité

Tirés à part : Z. Bouzidi

doi: 10.1684/agr.2015.0781

Pour citer cet article : Bouzidi Z, Kuper M, Faysse N, Billaud JP, 2015. Mobiliser des ressources techniques et sociales pour s'installer : stratégies des jeunes ruraux au Maroc. *Cah Agric* 24 : 420-427. doi : 10.1684/agr.2015.0781

agricole prépondérante dans le tissu social et économique. Néanmoins, le potentiel que représentent les jeunes ruraux est inhibé par une série de contraintes, ce qui les expose à la pauvreté et à la marginalisation (White, 2012).

C'est le cas au Maroc, pays agricole où 66 % de la population rurale est âgée de moins de 24 ans (Haut-commissariat au Plan, 2014). Dans une enquête pionnière sur la jeunesse rurale, Pascon et Bentahar (1969) soulignaient déjà le potentiel de développement que pourrait permettre une bonne valorisation des forces vives et des idées des jeunes générations de ce pays. Plus de 40 ans après, ce point de vue est encore porté par des acteurs du développement rural (Bouzidi *et al.*, 2015). Malgré ce potentiel de développement toujours affirmé, les jeunes doivent, au quotidien, faire face à différentes contraintes pour s'installer dans le monde rural.

La première contrainte concerne le manque d'accès aux ressources productives (terre, eau, capital) qui restent concentrées entre les mains des parents. La seconde est liée aux rapports familiaux hiérarchiques. Dans les familles rurales, les aînés n'associent que peu la génération suivante à la gestion et aux prises de décision à l'échelle de l'exploitation (Rachik, 2006). Enfin, la troisième contrainte se rapporte au statut social défavorable des jeunes, du fait d'un accès limité à l'emploi, d'une autonomie réduite et d'une position marginale par rapport aux organisations communautaires et aux dispositifs publics d'aide qui, souvent, excluent les personnes sans terre. Les jeunes ruraux se trouvent en particulier exclus de certaines initiatives publiques qui requièrent la possession de ressources productives qui restent sous la tutelle de leurs parents (Bouzidi *et al.*, 2015). Le corollaire est que les jeunes ont du mal à s'affirmer en tant que catégorie sociale active. De plus, les enquêtes socio-économiques réalisées par les institutions publiques ou par la recherche s'adressent à leurs pères, reconnus comme agriculteurs et chefs d'exploitation, ce qui revient à ignorer, plus ou moins délibérément, le rôle productif des jeunes au sein des exploitations familiales. Ainsi, le recensement général agricole de 1996 indique un âge moyen des exploitants de 52 ans ; seulement

12,6 % des exploitants seraient âgés de moins de 35 ans (Akesbi *et al.*, 2008).

Ces différentes contraintes ne sont en rien spécifiques au Maroc (Tadele et Gella, 2012 ; Bezu et Holden, 2014). Pour accompagner les jeunes à dépasser ces contraintes, la plupart des rapports des organisations internationales recommandent d'améliorer leur accès aux ressources productives, de renforcer l'attractivité des zones rurales en leur faveur et de leur donner une « voix » et un rôle dans leurs communautés (Banque Mondiale, 2012 ; OIT, 2012). Cependant, ces recommandations prennent peu en considération les projets des jeunes et les stratégies qu'ils mettent en œuvre, au quotidien, pour contourner les contraintes auxquelles ils font face. De plus, ces stratégies sont peu connues du fait que la jeunesse rurale a suscité peu d'études en sciences sociales, comparativement aux jeunes citadins (David, 2014 ; Renahy, 2005). Certaines études sur les jeunes ruraux mettent l'accent sur la précarité des conditions en milieu rural à l'origine du déracinement et de l'exode vers la ville (Bezu et Holden, 2014 ; Leavy et Hossain, 2014). D'autres tendent à assimiler la jeunesse à l'avenir, à l'innovation et au changement social (De Boeck et Honwana, 2000). Entre la focalisation sur les facteurs de marginalisation des premières études et les « belles prédictions » des secondes, quant au rôle primordial des jeunes dans les processus de changement, la plupart des études prennent peu ou rarement en compte la capacité des jeunes à se constituer des marges d'autonomie pour faire face aux contraintes qui les vulnérabilisent (Mc Grath, 2001 ; Chauveau, 2005). Pourtant, plusieurs travaux, dans lesquels la jeunesse rurale n'est cependant pas l'objet central, ont montré que les difficultés d'accès aux ressources productives peuvent être contournées par une série d'arrangements informels souvent portés par les jeunes (Kuper *et al.*, 2009 ; Ammar Boudjellal *et al.*, 2011). Ces arrangements permettent de mettre en œuvre des stratégies d'adaptation, mais aussi des stratégies de développement productif.

Le présent article étudie les stratégies mises en œuvre par les jeunes des zones rurales du Maroc pour faire face aux contraintes qu'ils rencontrent.

Nous nous focalisons sur les stratégies déployées, plus que sur l'analyse des contraintes elles-mêmes. Nous analyserons ces stratégies et les différentes ressources mobilisées en évitant à la fois une posture « populiste » qui surestimerait les capacités créatrices et de résistance des jeunes, mais aussi une posture « misérabiliste » qui mettrait en avant des formes de domination contraignant les trajectoires des jeunes (Olivier de Sardan, 2008).

Méthode

Nous avons effectué 40 entretiens semi-directifs auprès de jeunes ruraux ayant pu faire face à leurs contraintes pour acquérir une autonomie financière et obtenir une reconnaissance sociale dans le monde rural (*tableau 1*). Les enquêtes ont été menées dans des zones irriguées, qui connaissent un dynamisme agricole plus fort que dans les zones en pluvial. Dans ces zones, les jeunes peuvent plus particulièrement espérer pouvoir trouver une situation professionnelle et il leur est, *a priori*, plus facile de réussir à vivre correctement de l'agriculture. Les jeunes enquêtés sont ainsi issus du Saïss, du Gharb et de la région de Tadla-Azilal (*figure 1*).

Au début de notre étude, il fallait caractériser ce que l'on entend par jeunes ruraux. « *La jeunesse n'est qu'un mot* » écrivait Bourdieu (1984) en référence à l'imprécision et à l'hétérogénéité de cette catégorie sociale. L'imprécision est double quand il s'agit de définir la jeunesse rurale, eu égard aux frontières incertaines entre le rural et l'urbain (Galland et Lambert, 1993). Nous avons initialement retenu une définition opérationnelle qui inclut toute personne issue de la campagne dont l'âge est inférieur à 35 ans. Mais, au fur et à mesure de l'avancement de nos entretiens, nous nous sommes rendu compte que la limite d'âge que nous avions retenue était restrictive, compte tenu de la perception qu'en ont les habitants des zones rurales : la période de jeunesse apparaît en effet plus étalée dans le temps, en particulier chez les garçons. L'élévation de l'âge moyen au mariage et l'accès à l'éducation expliquent ce constat (Rachik, 2006). Nous avons

Tableau 1. Caractéristiques des jeunes enquêtés et stratégies mises en œuvre.

Table 1. Characteristics of the young people interviewed and the strategies they implemented.

Région	Effectif des interviewés	Classes d'âge	Niveau d'instruction				Stratégie 1 : innovation	Stratégie 2 : accès au foncier	Stratégie 3 : leader de développement rural
			AN	PR	SE	SU			
Saïss	14	23-42	4	4	2	4	7	9	1
Tadla	11	25-37	3	4	1	2	7	6	3
Gharb	15	18-41	6	4	3	3	9	8	1

AN : analphabète, PR : primaire, SE : secondaire, SU : supérieur.

donc opté pour une définition empirique qui considère comme jeunes ruraux tous ceux qui :

- habitent de façon temporaire ou permanente à la campagne ;
 - sont impliqués dans des activités agricoles ;
 - s'identifient, individuellement et socialement, comme étant jeunes.
- Les entretiens ont inclus trois volets :
- les différentes contraintes que rencontrent les jeunes ;
 - les stratégies déployées pour faire face à ces contraintes ;
 - les différentes ressources mobilisées pour mettre en place ces stratégies.

Parmi les 40 jeunes enquêtés, nous présentons ici, sans prétendre à une représentativité statistique, le cas de cinq jeunes et de trois associations qui illustrent les trois principales stratégies identifiées durant nos enquêtes.

Résultats

Le manque d'accès aux facteurs de production (terre, eau, capital), les rapports familiaux hiérarchiques et le statut social précaire constituent les trois contraintes les plus pesantes aux

yeux des jeunes interrogés. Pour eux, ces contraintes sont imbriquées et se conjuguent le plus souvent en défaveur de l'investissement dans l'agriculture. Sur la base de nos enquêtes, nous avons identifié trois principales stratégies pour faire face à ces contraintes :

- initier des innovations techniques ;
- concevoir un projet agricole en mobilisant un financement public ;
- se positionner comme leader de développement rural.

Bien que ces stratégies puissent paraître assez indépendantes les unes des autres, elles sont l'objet, à l'échelle de l'individu, de nombreux entrelacements ou hybridations (figure 2).

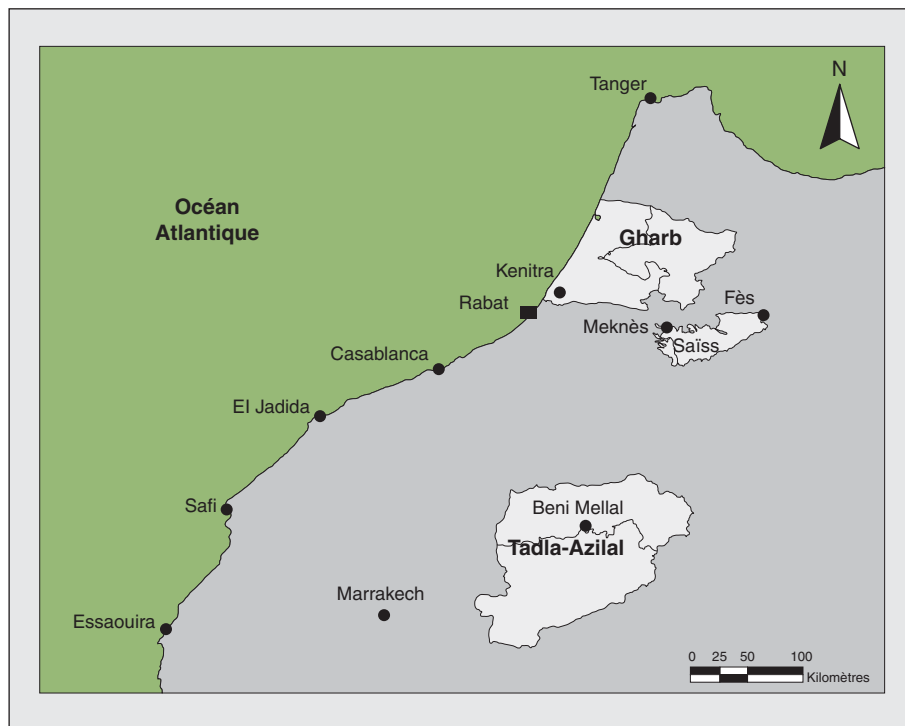


Figure 1. Localisation des trois zones d'étude.

Figure 1. Location of the 3 study areas.

Stratégie 1 : initier des innovations techniques

Porteurs de nouvelles idées et ambitions, les jeunes expriment souvent une insatisfaction à l'égard de l'agriculture pratiquée par leurs aînés. Certains jeunes entrent en négociation avec ces derniers pour remplacer leurs modes de production par d'autres, qu'ils estiment « plus productifs et plus modernes » et dans lesquels les jeunes auraient une marge de manœuvre accrue et un rôle reconnu. Dans cette perspective, l'innovation constitue une stratégie de contournement, en ce qu'elle permet d'ouvrir un espace de liberté et ainsi de rendre possibles d'autres rapports familiaux.

Un premier exemple est le cas des jeunes de la coopérative de la réforme agraire *Shaimia* dans la région du Gharb, qui ont réussi à introduire la culture d'agrumes sur des terres dédiées pendant plus de 30 ans à la culture de la canne à sucre et des céréales. Ces jeunes, en l'absence de moyens de production en propriété,

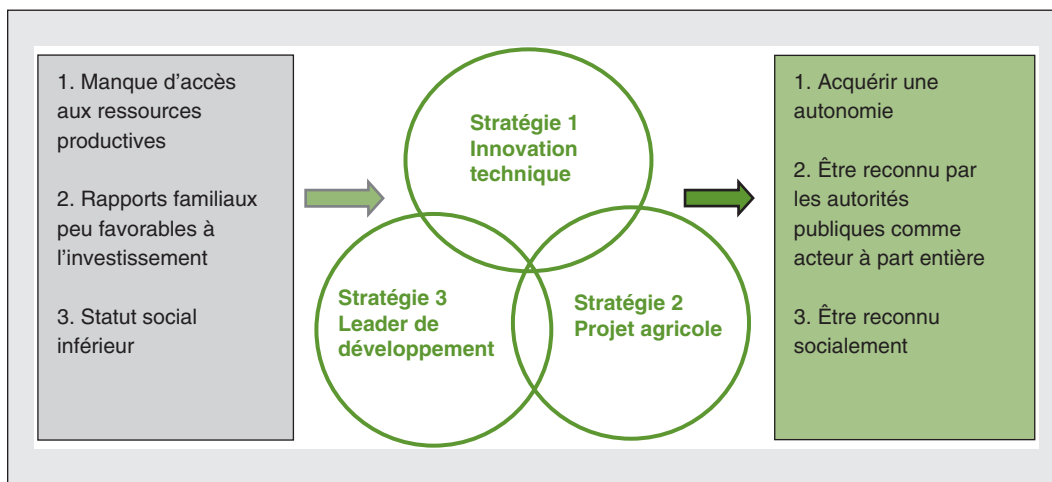


Figure 2. Les stratégies développées par les jeunes interviewés.

Figure 2. The strategies developed by the young people interviewed.

étaient contraints de travailler dans les grandes fermes dans d'autres régions pour subvenir à leurs besoins (Bouzidi *et al.*, 2011). Les compétences techniques, acquises grâce au travail comme ouvriers agricoles, furent une ressource importante pour négocier avec leurs pères cette reconversion de grande ampleur.

Pour ces jeunes, l'introduction de l'arboriculture est une source de fierté car elle leur a permis de retourner dans leurs villages et de planter des arbres, symboles de dignité et d'ascension sociale. Dans le contexte de la réforme agraire au Maroc, les attributaires de terres de la réforme agraire occupaient une position sociale inférieure en raison de leurs statuts initiaux d'ouvriers agricoles ou de métayers. De plus, les communautés en place qualifiaient les familles d'attributaires de « déracinées », du fait de leur provenance sociale et géographique éloignée. Aux yeux des jeunes, exaspérés par cette stigmatisation, l'arbre, culture pérenne, est un marqueur d'enracinement sur ces terres (demeurant sous la tutelle de l'État), mais aussi une source de dignité et de reconnaissance de leurs statuts de *fellahs* (agriculteurs), pratiquant des cultures modernes à l'image des grandes fermes où ils ont travaillé comme ouvriers.

Un second exemple est le cas d'Ali (les noms ont été changés pour garder l'anonymat), 32 ans, qui a appris les cultures maraîchères sous serre dans la région du Souss. Ali a par la suite voyagé à Biskra, en Algérie, et a

contribué au développement de l'utilisation des serres dans cette région oasienne qui a connu un boom agricole du fait de l'introduction du maraîchage sous serre. En plus de ses compétences techniques, Ali dispose de ressources sociales qui renforcent sa légitimité auprès des agriculteurs. Il s'agit principalement de son réseau d'expertise technique au Maroc, constitué de techniciens agricoles, de gérants de grandes fermes et d'ouvriers qualifiés, qui lui ont permis, durant son séjour en Algérie, d'avoir à tout moment les informations techniques nécessaires. De même, Ali invitait régulièrement des agriculteurs algériens à l'accompagner dans ses visites dans les salons agricoles et les grandes exploitations du Maroc, afin qu'ils prennent connaissance des technologies agricoles les plus récentes. Grâce à la mobilisation de ces ressources sociales et techniques, Ali est devenu un conseiller agricole reconnu par les agriculteurs de Biskra.

Après plusieurs années de travail en Algérie, Ali a décidé de préparer son retour au Maroc avec l'ambition d'introduire des serres dans son village. Appuyé par un de ses amis du village qui dispose de 2 ha, il a installé des serres pour cultiver la tomate et le melon. Ce retour au *bled* (village) traduit sa motivation de contribuer au développement de son village qui est resté orienté vers l'élevage extensif et dans une situation de pauvreté.

« *Quand j'ai commencé l'agriculture moderne (serres et maraîchage), mon*

père, petit éleveur, ne comprenait pas pourquoi je me lançais dans ces aventures pleines de risques et sans bénéfices clairs au départ. Il avait perdu de vue que mon objectif était de sortir ma famille de la grande misère que nous vivions. Mais progressivement, j'ai acquis sa confiance après la réussite de mon expérience » (Ali, 32 ans).

Participer à un réseau centré sur les questions techniques permet aux jeunes non seulement d'avoir accès à de nombreux conseils mais aussi parfois à des intrants agricoles et à un capital financier sous forme d'avances, ce qui constitue une véritable motivation pour introduire des innovations techniques. C'est le cas de Tarik du Tadla (30 ans), qui, à l'âge de 20 ans, a dû quitter l'exploitation de son père à cause de contraintes familiales. Déterminé à acquérir son autonomie, il a décidé de se lancer dans des cultures à haute valeur ajoutée sur des terres prises en location, avec l'appui d'un ami. Progressivement, Tarik a agrandi son projet en s'associant à deux amis pour louer des terres, les équiper en irrigation localisée et installer des cultures maraîchères (tomate, melon, poivron, etc.). Aujourd'hui, Tarik gère une centaine d'hectares, pris en location ou en association avec ses amis, qui reconnaissent son savoir-faire et ses compétences techniques. Plus encore, Tarik dispose aujourd'hui d'une renommée à l'échelle de la région au point d'être classé au rang des « grands *fellahs* », ce qui, pour lui qui a démarré

sans ressource matérielle, constitue une source de fierté.

« Nos parents refusaient catégoriquement de contracter des crédits. Aujourd'hui, le recours au crédit devient incontournable pour financer l'agriculture moderne à forts coûts de production, notamment le maraîchage avec utilisation du goutte à goutte. Heureusement, nous avons des amis revendeurs de produits agricoles, de matériels et de bonbonnes de gaz, qui ont confiance en nous et qui peuvent mettre à notre disposition tous les produits et même l'argent pour payer la main-d'œuvre. On les rembourse seulement à la fin de la campagne. Parfois, un coup de téléphone est suffisant pour faire face à de fortes difficultés. Il faut savoir gérer, rembourser progressivement et maintenir la confiance de ses connaissances car sans cela on ne peut pas bouger » (Tarik, 30 ans).

Stratégie 2 : concevoir un projet agricole en décrochant un financement public

Désireux de s'investir en agriculture mais souvent sans accès aux principaux facteurs de production, certains jeunes cherchent différentes façons de mobiliser un soutien public, notamment pour revendiquer un accès direct ou indirect au foncier, ou encore pour la mise en œuvre de projets « hors-sol ». La première option est la revendication d'un accès direct au foncier. Elle est particulièrement visée par les jeunes diplômés auxquels le statut de fils d'agriculteurs et surtout la possession d'un diplôme, ressource culturelle socialement appréciée, procurent un sentiment de légitimité pour rentrer en négociation avec l'État. Ces jeunes revendiquent ainsi un accès à des terres à travers des contrats de location, généralement d'une dizaine d'années, renouvelables, pour exercer l'activité agricole. Ils cherchent ensuite à mobiliser l'eau d'irrigation et le capital pour introduire des cultures irriguées. Hassan, un jeune de 25 ans titulaire d'une licence en sciences physiques, a ainsi formulé une demande en réponse à un appel d'offres lancé par le ministère de l'Intérieur pour la location d'un lot de terres collectives inexploitées de 20 ha. Ce lot nécessitait un investissement initial important

pour les dépôts de garantie, l'épierreage, l'installation de forages, d'un bassin de stockage et d'une irrigation localisée. Toutes ces contraintes n'ont pas entamé la volonté opiniâtre de ce jeune qui a décidé de concevoir, avec l'appui technique d'un ami ingénieur agronome, un projet agricole qui a abouti à l'attribution des 20 ha. Le projet consiste à cultiver 10 ha d'arbres fruitiers et 10 ha de maraîchage dans la région du Saïss où Hassan a grandi. Pour financer ce projet, Hassan a emprunté de l'argent à sa mère, qui a vendu un lot de 3 ha situé en zone pluviale qu'elle avait hérité de son père. Il s'est aussi appuyé sur les subventions de l'État qui couvrent environ 40 % des coûts de défoncement et d'épierreage et 80 % des coûts d'installation du forage et de l'irrigation localisée. Ces subventions s'inscrivent dans le cadre du Plan Maroc Vert, politique agricole promulguée en 2008, qui propose un soutien à des projets agricoles sous forme de subventions en faveur de l'irrigation localisée, de plantations d'arbres fruitiers ou encore de certains projets relevant de l'agriculture dite solidaire. Ce jeune a commencé progressivement l'épierreage de 5 ha pendant la première année, durant laquelle il a installé le réseau d'irrigation en goutte-à-goutte pour cultiver l'oignon et la pomme de terre. La deuxième année, il a ajouté 2 ha, en comptant ainsi exploiter progressivement toute la superficie louée. La troisième année, il a planté 5 ha supplémentaires en pêcher et en nectarinier. Pour les plantations, le choix des variétés et la conduite technique, Hassan a été conseillé par un autre ami du village qui est gérant dans une grande ferme. Il est fier d'être le premier « petit » agriculteur à introduire des porte-greffes importés d'Italie grâce aux conseils de ses deux amis, car, selon lui, ces nouveautés étaient accessibles seulement aux grandes fermes. De plus, le réseau socio-administratif constitué de techniciens, de cadres et d'agents de l'administration, a permis à ce jeune d'avoir accès à l'information au sujet des subventions et des appels d'offres. La mobilisation de ce réseau a été permise par les interconnaissances qu'avaient les amis de Hassan. Après la réussite de ce projet, Hassan a pu convaincre son père d'installer aussi des arbres fruitiers sur l'exploitation familiale, d'une superficie de 3 ha.

« Au début de mon projet, il fallait convaincre et expliquer à mon père la valeur ajoutée des porte-greffes importés d'Italie : ces derniers sont peu sensibles au manque de fer et ont un système racinaire plus puissant que les variétés locales connues des petits agriculteurs. De plus ces arbres sont plus vigoureux et entrent en production après deux ans seulement » (Hassan, 25 ans).

La deuxième option est la revendication d'un accès indirect au foncier en passant par une organisation collective. C'est le cas d'un groupe de jeunes diplômés qui s'est mobilisé pour revendiquer l'accès à des terrains agricoles publics. L'association *Amal* a été fondée dans cette perspective en 2001, par ces 11 diplômés chômeurs (5 filles et 6 garçons), âgés de 22 à 30 ans et dont les parents étaient tous des agriculteurs ayant de petites exploitations dans le Saïss. Ces jeunes menèrent des négociations de longue haleine avec les administrations de tutelle, qui ont abouti, après 12 ans de mobilisation, à l'attribution d'un lot domanial de 100 ha. Les processus de négociation ont été facilités par le climat de tension générale qui a, en 2011, accompagné l'émergence du Mouvement du 20 février – dans la mouvance du Printemps arabe.

« Au départ, ce n'était pas évident de contacter le gouverneur et les hauts responsables des différentes administrations, mais nous avons insisté et multiplié des sit-in. Nous avons aussi menacé de nous immoler collectivement. Nous faisons ces actions durant plusieurs mois tous les ans, jusqu'à ce qu'ils acceptent de nous recevoir et de discuter avec nous autour d'une table, ce qui a enfin eu lieu réellement à partir de 2011 » (Sara, membre de l'association, 42 ans, licence en sociologie).

Enfin, la troisième option passe par le recours à des projets ne nécessitant pas la possession de terres agricoles. C'est particulièrement le cas des jeunes qui contournent le manque d'accès au foncier en pariant sur des projets dits « hors-sol ». Ces projets portent essentiellement sur l'élevage ovin, caprin, cynicole, ou encore l'apiculture. Ils sont appuyés principalement par l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH), lancée en 2005, et qui, en milieu rural, donne la priorité à des projets collectifs portés par des associations ou des coopératives.

Ainsi, l'association *Elmanar* fut créée en 2008 avec un objectif d'élevage ovin, dans le cadre de l'INDH par 25 jeunes de la région du Saïss. En 2011, les adhérents de l'association ont conçu un second projet, autour de l'élevage bovin, grâce aux bénéfices obtenus avec le premier. Les diplômés de cette association ont pris l'initiative d'élargir leurs activités à des actions de développement local à travers la réalisation de cours d'alphabétisation au profit des villageois, de cours d'informatique pour les élèves et d'ateliers de formation à la couture et au tissage pour les femmes. De même, ces jeunes ont appuyé l'ouverture d'une crèche au sein de leur village. Aujourd'hui, ils sont très sollicités par d'autres collectifs qui souhaitent concevoir des projets similaires. Ces multiples sollicitations les ont amenés à développer progressivement l'idée d'organiser des formations et d'accompagner la conception de projets de développement. Ces jeunes soulignent néanmoins l'insuffisance des revenus générés par les projets hors-sol, qui ne leur permettent pas d'assurer un revenu décent pour eux et leurs familles. Cela les amène à chercher d'autres sources de revenus.

Stratégie 3 : stratégie de positionnement comme leader de développement rural

Certains jeunes souhaitent améliorer leur statut dans un système social qui les marginalise, en se positionnant comme leader de développement à

travers l'investissement dans le monde des associations et des organisations non gouvernementales (ONG). Certains d'entre eux vont ensuite se présenter aux élections communales, jadis réservées à une élite de notables traditionnels, riches, âgés, souvent illettrés et proches des autorités locales. Cet investissement de l'échiquier politique local par une nouvelle élite de jeunes diplômés n'appartenant pas nécessairement aux grandes familles, a été facilité par l'ouverture politique qu'a connue le Maroc dans les années 1990 (renforcement des capacités de la société civile, essor des ONG, désengagement de l'État, etc.). Les notables traditionnels doivent donc composer avec ces jeunes leaders instruits, porteurs de nouvelles idées et de nouvelles capacités.

Reda, instituteur de 37 ans, titulaire d'une licence en histoire et fils d'un petit exploitant, a acquis un statut de leader dans le village où il a grandi dans la région du Gharb.

« Avant les années 1990, les idées des jeunes n'étaient pas considérées. Nous étions comme des petits veaux qui, en voulant avancer dans un chemin très étroit, lançaient des cris hystériques... Nos idées n'étaient pas les bienvenues et suscitaient la moquerie des vieux. Aujourd'hui la situation a beaucoup changé » (Reda, 37 ans).

Ce jeune disposait d'un large réseau social grâce à sa présence constante lors des événements importants qui touchaient la collectivité (deuil, inondation, festival) et grâce à ses activités associatives dans le village (association d'eau potable, association de développement). Reda s'est présenté

à des élections communales et les a remportées en faisant une alliance avec le notable du village. Ce notable accaparait auparavant le statut d'élu, hérité de son père, depuis plus d'une quinzaine d'années. La présence du jeune élu au niveau de la commune témoigne d'un renouveau du leadership (Tozy, 2002). Selon ce jeune, ce renouveau ne doit pas se faire en rupture avec l'élite traditionnelle, car l'administration continue à privilégier ces notables. Reda estime ainsi utile de s'associer à ces notables, pour pouvoir mobiliser leurs réseaux *« au service de leurs propres intérêts bien sûr, mais aussi au profit de toute la population du douar »*. Les ressources dont dispose Reda (le diplôme, le réseau social) lui ont permis une ascension sociale dans son village, un statut social reconnu de leader du développement local, légitime aux yeux des villageois, et une meilleure estime de soi.

Discussion et conclusion

Le tableau 2 illustre la manière dont les jeunes interviewés conjuguent, à des degrés variables, différentes ressources pour mettre en œuvre leurs stratégies. Les ressources mobilisées sont de nature sociale (réseau de social, réseau socio-administratif), technique (réseau d'expertise technique, compétences) ou culturelle (diplômes). Ces ressources permettent aux jeunes d'avoir accès à l'information au sujet des subventions, des

Tableau 2. Les différentes stratégies des jeunes et les ressources mobilisées.

Table 2. The various strategies and resources used by the young people.

Stratégies	Ressources mobilisées				
	Compétences techniques	Réseau social	Réseau d'expertise technique	Réseau socio-administratif	Diplômes
Initier une innovation agricole	+++	++	+++	++	+
Initier un projet agricole en mobilisant un financement public	+	+++	++	+++	++
Se positionner comme leader de développement rural	+	+++	+	++	+++

+ : peu nécessaire ; ++ : nécessaire ; +++ : très nécessaire.

projets agricoles, des normes techniques, ainsi qu'aux crédits et aux intrants agricoles. Les compétences et le réseau d'expertise technique sont les ressources les plus mobilisées dans l'introduction des innovations techniques, alors que le réseau socio-administratif et le réseau social s'imposent pour concevoir un projet avec un financement public. Le réseau social, constitué de l'environnement familial et amical, permet de faciliter l'accès aux ressources productives (notamment au capital à travers des prêts d'argent et des crédits) et symboliques (confiance). Enfin, les leaders de développement rural s'appuient essentiellement sur le diplôme et le réseau social. ■

Mobiliser des ressources sociales, techniques et culturelles face au manque initial de ressources productives

Les jeunes interviewés sont confrontés aux contraintes du manque de ressources productives, au poids des rapports familiaux et à un statut social peu favorable à l'investissement dans des activités agricoles. De ce point de vue, nos entretiens corroborent les contraintes relevées par de nombreuses études (Tadele et Gella, 2012 ; White, 2012 ; Bezu et Holden, 2014 ; Leavy et Hossain, 2014). Néanmoins, face à ces contraintes, les jeunes mobilisent diverses ressources pour acquérir leur autonomie et s'aménager progressivement une meilleure place au sein de leurs communautés. Ainsi, les compétences et le réseau d'expertise technique d'Ali lui ont permis de passer d'un statut précaire d'ouvrier journalier sans moyen à un statut reconnu socialement de conseiller agricole et d'intermédiaire pour les innovations agricoles. De même, le diplôme et la vigueur du réseau social ont permis à Reda d'occuper une place dans la commune rurale et de se positionner comme leader politique dans un système social fortement hiérarchisé. Ces nouveaux statuts socioprofessionnels permettent aux jeunes d'améliorer leur situation socioéconomique, de jouer de nouveaux rôles au sein de leur communauté et de renforcer ainsi leur légitimité. Cette ascension sociale

s'accompagne du développement d'un sentiment d'estime et de confiance en soi. Les jeunes ne se voient plus comme démunis ou incapables de sortir de la précarité. Plus encore, la mobilisation de ces ressources non matérielles leur permet d'acquérir la confiance de leurs parents, de leurs communautés voire de l'État. Cette confiance et cette légitimité permettent à certains jeunes de négocier un accès aux ressources productives, notamment à la terre des parents ou de l'État, ou d'établir des arrangements fonciers avec leurs proches et amis.

Des jeunes en quête de reconnaissance

Si la mobilisation de certaines ressources permet aux jeunes de construire un projet de vie à la campagne, ces ressources restent néanmoins difficilement accessibles. D'abord, leur mobilisation nécessite un long processus de négociation et de construction de légitimité. Ali a dû voyager en Algérie et y accumuler une longue expérience professionnelle avant de revenir à son village avec un statut plus valorisant et des compétences techniques reconnues. Il a fallu aux jeunes de *Shaimia* travailler pendant plusieurs années comme ouvriers pour acquérir des compétences techniques et gagner la confiance de leurs parents. Les jeunes de l'association *Amal* ont su se saisir de la dynamique du Printemps arabe pour renforcer leur revendication d'accès à la terre et de création de l'auto-emploi. Ensuite, si ces jeunes ont réussi à construire de telles ressources, cela n'est pas possible pour tous les jeunes. Par exemple, les diplômés restent une ressource qui n'est pas accessible à la plupart, en raison du taux d'analphabétisme important, en particulier en milieu rural, malgré les quelques progrès enregistrés.

Par ailleurs, les jeunes que nous avons présentés ici réussissent rarement à combiner plus de deux ressources immatérielles, ce qui fragilise leur capacité à agir et à faire face aux différentes contraintes. Ainsi, en absence de réseau socio-administratif, certains jeunes se heurtent à la complexité des procédures pour concevoir leurs projets. La mobilisation des jeunes de l'association *Amal* a duré plus de 12 ans avant l'octroi de terres. Après

la signature du contrat de location, ils ont dû attendre plusieurs mois pour assainir la situation juridique afin que cet accès ne soit plus contestable. De même, le réseau socio-administratif, à lui seul, ne suffit pas si les jeunes ne disposent pas aussi d'un autre réseau social pour avoir accès au crédit (cas de Hassan) et d'un réseau d'expertise technique pour avoir accès aux intrants et aux conseils techniques. De surcroît, certains projets restent peu rentables (association *Elmanar*) et ne suffisent pas à garantir un revenu suffisant.

Si les ressources des jeunes leur assurent une reconnaissance sociale au sein de leur communauté, la reconnaissance par les autorités publiques est limitée, car pour celles-ci les jeunes restent une catégorie invisible (Mc Grath, 2001 ; David, 2014).

« Pour les responsables, les jeunes ruraux n'existent pas ! Même avec ma licence, je n'arrive pas à trouver du travail. Si tu n'as pas de terre et une famille qui t'aide à t'installer, tu continues à chercher de l'emploi saisonnier en ville pour bricoler en attendant de trouver mieux ou d'émigrer » (Taha, 25 ans).

Au Maroc, l'appui public ne vise pas explicitement la catégorie des jeunes ruraux (Bouzidi *et al.*, 2015). En liant leur soutien à la possession de ressources productives, les autorités publiques omettent les ressources sociales, techniques et culturelles dont disposent les jeunes et dont on a vu qu'elles présentent un fort potentiel de développement. Les politiques publiques pourraient ainsi prévoir un appui spécifique pour les jeunes (OIT, 2012 ; White, 2012), qui prendrait en compte leurs projets et les considérerait comme acteurs à part entière (Mc Grath, 2001), en encourageant leur installation dans le secteur agricole (Proctor et Lucchesi, 2012 ; Tadele et Gella, 2012). Dans cette perspective, la facilitation de l'accès des jeunes au foncier pourrait se faire à travers la mise en place d'un financement public spécifique, par exemple pour accompagner la location de terres. De même, des dispositifs pourraient être organisés spécifiquement pour accompagner des projets agricoles pour les jeunes, dans le cadre d'une coordination entre ces jeunes et leurs aînés. Les projets proposés par les initiatives publiques en cours (Plan Maroc Vert, INDH) mériteraient en particulier d'être

mieux adaptés aux ressources et aux attentes des jeunes. Des mesures spécifiques pourraient aussi être mises en œuvre en faveur des projets présentant un impact visible sur le développement local, de même que l'organisation de formations pour renforcer les capacités des jeunes dans le montage de projets.

Enfin, des recherches plus ancrées dans le vécu des jeunes contribueraient grandement à rendre visibles les ressources mobilisées et les trajectoires professionnelles en construction. Les stratégies étudiées montrent que les aspirations des jeunes vont au-delà de la simple attente qui serait celle d'une « jeunesse en jachère » (Renahy, 2005). Au travers de la mobilisation de ressources qui leur sont propres et de la construction de projets en rupture avec leur milieu d'appartenance, les jeunes ruraux marocains montrent qu'ils sont en quête d'autonomie et de reconnaissance (Honneth, 2006). ■

Remerciements

Cette étude s'inscrit dans le cadre des recherches menées par le projet ANR-Groundwater Arena (CEP S/11-09) et la JEAI Daima.

Références

Akesbi N, El Oufi N, Benatya D, 2008. *L'agriculture marocaine à l'épreuve de la libéralisation*. Rabat: Économie Critique.

Ammar Boudjellal A, Bekkar Y, Kuper M, Errahj M, Hammani A, Hartani T, 2011. Analyse des arran-

gements informels pour l'accès à l'eau souterraine sur les périmètres irrigués de la Mitidja (Algérie) et du Tadla (Maroc). *Cahiers Agricultures* 20:85-91. doi: 10.1684/agr.2010.0458

Banque Mondiale, 2012. *Royaume du Maroc. Promouvoir les opportunités et la participation des jeunes*; 2012. [http://www.unicef.org/morocco/french/FR_Version_du_rapport_30_avril_\(Repaired\).pdf](http://www.unicef.org/morocco/french/FR_Version_du_rapport_30_avril_(Repaired).pdf)

Bezu S, Holden S, 2014. Are rural youth in ethiopia abandoning agriculture? *World Development* 64: 259-72.

Bourdieu P, 1984. La jeunesse n'est qu'un mot. In: *Questions de sociologie*. Paris: Éditions de Minuit. 143-54.

Bouzidi Z, Abdellaoui EH, Faysse N, Billaud JP, Kuper M, Errahj M, 2011. Dévoiler les réseaux locaux d'innovation dans les grands périmètres irrigués. *Cahiers Agricultures* 20:34-9. doi: 10.1684/agr.2011.0471

Bouzidi Z, Faysse N, Kuper M, Billaud JP, 2015. Les projets des jeunes ruraux : des stratégies diversifiées pour accéder au foncier et obtenir l'appui de l'État. *Alternatives Rurales*. Hors-série. <http://alternatives-rurales.org/wp-content/uploads/HSJeunes/AltRurHSJeunesBouzidiEtAIPourImp.pdf>

Chauveau JP, 2005. « Introduction thématique », les jeunes ruraux à la croisée des chemins. In : Chauveau JP. (ed.), Dossier « jeunes ruraux ». *Afrique Contemporaine* 214:15-35.

David O, 2014. Le temps libre des jeunes ruraux : des pratiques contraintes par l'offre de services et d'activités de loisirs. Territoire en mouvement. *Revue de Géographie et Aménagement* 22:82-97. doi: 10.4000/tem.2423

De Boeck F, Honwana A, 2000. Faire et défaire la société : enfants, jeunes et politique en Afrique. Introduction au thème. *Politique Africaine* 80:5-11.

Galland O, Lambert Y, 1993. *Les jeunes ruraux*. Paris: L'Harmattan.

Haut-commissariat au Plan, 2014. *Population par groupes d'âges fonctionnels : 1960-2050*; 2014. http://www.hcp.ma/Population-par-groupes-d-ages-fonctionnels-1960-2050_a681.html (consulté en mai 2014)

Honneth A, 2006. *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*. Paris: La Découverte.

Kuper M, Errahj M, Faysse N, Caron P, Djebbara M, Kemmoun H, 2009. Autonomie et dépendance des irrigants en grande hydraulique, observations de l'action organisée au Maroc et en Algérie. *Nature Science Société* 17:248-56.

Leavy J, Hossain N, 2014. Who wants to farm? Youth aspirations, opportunities and rising food prices. *IDS Working Papers* 2014:1-44. doi: 10.1111/j.2040-0209.2014.00439.x

Mc Grath B, 2001. "A problem of resources": defining rural youth encounters in education, work and housing. *Journal of Rural Studies* 17:481-95.

OIT, 2012. *Le développement rural par le travail décent*. 2012. http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_emp/documents/publication/wcms_166303.pdf

Olivier de Sardan JP, 2008. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-la-Neuve: Academia-Bruylant.

Pascon P, Bentahar M, 1969. Ce que disent 296 jeunes ruraux. Étude sociologique sur le Maroc. *Bulletin Économique et Social au Maroc* 31:145-287.

Proctor FJ, Lucchesi V, 2012. *Small-scale farming and youth in an era of rapid rural change*. London/The Hague: IIED/HIVOS.

Rachik H, 2006. Jeunesse et changement social. *Rapport 50 ans de développement humain au Maroc*. 191-216.

Renahy N, 2005. *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*. Paris: La Découverte.

Tadele G, Gella AA, 2012. A last resort and often not an option at all': farming and young people in Ethiopia. *IDS Bulletin* 43:33-43. doi: 10.1111/j.1759-5436.2012.00377.x

Tozy M, 2002. Des tribus aux coopératives ethnolignagères. In: Mahdi M, ed. *Mutations sociales et réorganisation des espaces steppiques*. 1^{er} édition, Morocco: Konrad Adenauer Foundation.

White B, 2012. Agriculture and the generation problem: rural youth, employment and the future of farming. *IDS Bulletin* 43:9-19. doi: 10.1111/j.1759-5436.2012.00375.x